Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-en-Espagne-etat-des-lieux

1er juin 2018

Le nucléaire en Espagne : état des lieux

Dix réacteurs nucléaires ont été mis en fonctionnement depuis la fin des années 60 en Espagne ; si l'énergie nucléaire y est en déclin, elle génère également des tensions avec le Portugal, pays voisin, en raison du vieillissements de ses réacteurs et notamment de la centrale d'Almaraz, située non loin de la frontière commune. Le MIA (Mouvement Ibérique Antinucléaire) a vu le jour il y a quelques années, pour fédérer les collectifs antinucléaires locaux. Paco Castejon, un de ses membres, nous livre un état des lieux du nucléaire et de la lutte dans son pays, en ce printemps 2018.

Après la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Garoña (près de Burgos), fonctionnent encore en Espagne sept réacteurs nucléaires, lesquels fournissent 20 % de la consommation d'électricité et totalisent une puissance de 7400 MW. Environ 45 % de l'électricité espagnole provient des énergies renouvelables, le reste étant produit par des centrales thermiques au charbon et au gaz. La contribution nucléaire est donc significative, mais non majoritaire. La puissance totale installée s'élève à 108 000 MW, très au-dessus de la demande maximale que nous n'ayons jamais eue en Espagne. Ce mix de sources électriques autorise une substitution aisée de la puissance nucléaire par les économies d'énergie et les énergies renouvelables, y compris dans les 10 ans à venir. À l'inverse, le maintien des centrales nucléaires constitue un frein pour le développement des énergies renouvelables et un obstacle pour la transition énergétique. De fait, lors des deux derniers appels d'offre qui ont eu lieu en Espagne pour l'intégration des énergies renouvelables au système électrique, se sont ajoutés seulement 3000 MW éoliens et 3000 MW solaires, et ce malgré une entrée au prix du marché, sans aucun soutien économique.

En dépit du fait que les centrales nucléaires se révèlent de moins en moins sûres en vieillissant et faisant fi de la production de déchets, le gouvernement du Parti Populaire (PP) et les grandes entreprises électriques parient sur la continuité des réacteurs espagnols au-delà de 40 ans, voire même jusqu'à 60 ans. La raison en est simple : sur le marché électrique espagnol, chaque réacteur de 1000 MW amorti produit environ 1 million d'euros de bénéfice chaque jour avant impôts. C'est le principal obstacle à la fermeture des centrales nucléaires et à la non-réduction des gaz à effet de serre : les énormes intérêts économiques existant derrière la maintenance des centrales.



Le maintien des centrales nucléaires constitue un frein pour le développement des énergies renouvelables et un obstacle pour la transition énergétique.
© B. Cottier

De la fin des années 70 au début des années 80, ont existé d'importantes luttes antinucléaires en Espagne et au Portugal, lesquelles ont débouché sur le freinage du programme nucléaire espagnol, et seuls furent construits dix des 35 réacteurs planifiés et les quatre projets nucléaires au Portugal furent stoppés. Comme déjà signalé, sur les dix réacteurs espagnols, sept fonctionnent actuellement après la fermeture de Vandellos I (Tarragona) suite à un accident en 1989, de Zorita (Guadalajara) et de Garoña (Burgos) en 2017. Cependant, la fermeture de ces sept réacteurs constituera un coup dur pour le Parti Populaire et l'industrie nucléaire.

Quand se produit un accident nucléaire, la radioactivité ne s'arrête pas aux frontières, ainsi que l'ont montré clairement les accidents de Tchernobyl et Fukushima. C'est la raison pour laquelle les activités nucléaires espagnoles menacent l'Espagne, mais aussi le Portugal et le reste de l'Europe.



© B. Cottier



© B. Cottier

Les deux réacteurs d'Almaraz (Cáceres), avec 2100 MW de puissance cumulée, sont situés à 100 km de la frontière d'où le fait qu'une fuite pourrait atteindre les terres portugaises, selon la direction et la

vitesse du vent. De plus, ces réacteurs sont refroidis par le Tage, fleuve qui pourrait servir de vecteur à la contamination jusqu'au Portugal. Par ailleurs, il reste possible que l'entreprise australienne Berkeley ouvre une mine d'uranium à ciel ouvert à Retortillo (Salamanque), situé près du Portugal et relié à ce pays par une rivière également, ce qui menacerait aussi les terres portugaises. L'ouverture de cette mine dépend d'une éventuelle relance du nucléaire, ce qui provoquerait l'augmentation du prix de l'uranium. Pour ces raisons, nous avons repris l'esprit des contestations ibériques des années 70 et 80 a n de libérer définitivement la Péninsule Ibérique de cette menace, et nous avons créé le Mouvement Ibérique Antinucléaire, lequel va affronter d'énormes défis durant les prochaines années, car le gouvernement du PP est favorable aux centrales nucléaires et les pronucléaires représentent la majorité au Parlement espagnol, même si la population espagnole est majoritairement antinucléaire.



La population espagnole est majoritairement antinucléaire mais le gouvernement et la majorité au Parlement sont favorables aux centrales nucléaires.
© B. Cottier

La gestion des déchets nucléaires

La gestion définitive des déchets radioactifs de haute activité est un problème sans solution pour l'industrie nucléaire espagnole et mondiale. En Espagne, la stratégie consiste à construire un cimetière nucléaire temporaire et à sec, connu sous le nom d'ATC (Stockage Temporaire Centralisé), et à y déposer les déchets de toutes les centrales nucléaires espagnoles jusqu'à la prise de décision définitive de leur gestion. Selon les plans officiels, cette installation devait entrer en service en 2010, mais les travaux n'ont pas encore commencé en 2018. Actuellement, le lieu prévu est à Villar de Cañas (Cuenca), mais les terrains ont leur environnement protégé par le gouvernement autonome de Castille (La Mancha), même si cette protection est contestée au tribunal par le gouvernement du PP. De plus, le gouvernement de Castille a interdit la modification des normes d'urbanisme, réalisée par un POM (Plan d'Organisation Municipal). La municipalité a posé un recours auprès du Tribunal Supérieur de Justice de Castille, lequel venait d'émettre une sentence validant l'interdiction du POM. En ce moment donc, il n'est pas possible de continuer la délivrance de permis de construire l'ATC et

encore moins de commencer les travaux, sachant qu'il faudrait d'abord approuver le POM et annuler la protection de l'environnement. C'est une nouvelle victoire du mouvement antinucléaire, vu que le projet de construction du cimetière nucléaire a été freiné ; cela s'ajoute à toutes les luttes menées depuis la première tentative de l'industrie nucléaire en 1986 d'implanter un laboratoire d'étude sur les déchets nucléaires (projet IPES) à Aldeadavilla de la Ribera (Salamanque), très proche du Portugal. À cause de ce retard de l'ATC, toutes les centrales espagnoles possèdent des ATIs (Stockages Temporaires Individualisés) ou des projets de construction.



La centrale nucléaire d'Almaraz, située à 100 km du Portugal.
DR

En plus de ces centres ATIs, l'absence de l'ATC oblige les déchets radioactifs en provenance de la centrale de Vandellós I à rester en France, à La Hague (usine de retraitement du combustible nucléaire usé). Ces déchets y ont été envoyés pour extraire du plutonium, sachant que celui-ci pourrait servir à fabriquer des bombes atomiques, et constituer une réserve. Mais en plus de la construction de l'ATC, l'agrandissement du cimetière nucléaire pour les déchets de basse et moyenne activités de El Cabril (Cordoue) s'avère indispensable afin de poursuivre l'actuel parc nucléaire. Les populations voisines ont déjà exprimé leur opposition à ce projet.

Entre 2020 et 2024 va se décider l'avenir du parc nucléaire espagnol et donc le modèle énergétique ibérique. Des décisions prises dans les années à venir dépendent grandement les systèmes énergétiques espagnols et portugais. Une fermeture progressive des centrales nucléaires espagnoles constituerait une décision sensée et servirait de guide à beaucoup d'autres pays dans le monde ayant aussi des centrales en fonctionnement.

Nous devons obtenir que ne soient pas renouvelées les autorisations d'exploitation des centrales

nucléaires afin d’en finir définitivement avec cette menace pour la vie dans la Péninsule ibérique et pour rendre possible une transition énergétique vers un modèle propre, basé sur les renouvelables et les économies d’énergie.

Francisco Castejón

Mouvement Ibérique Antinucléaire et Écologistes en Action

Traduit de l’espagnol par Bernard Cottier Photos prises le 10 juin 2017 à Madrid, lors de la grande manifestation organisée par le MIA (Mouvement Ibérique Antinucléaire), notamment pour réclamer la fermeture de la centrale d’Almaraz.